

L'Europe à grande échelle, vingt ans de réflexion (1989-2009).

Christian Lequesne, *La France dans la nouvelle Europe. Assumer le changement d'échelle*, Paris, SciencesPo les Presses, 2008.

Alexandre Mirlesse, *En attendant l'Europe*, Lille, La contre allée, 2009.

Pierre Verluise, *20 ans après la chute du mur. L'Europe recomposée*, Paris, Choiseul, 2009.

S'il est une célébration qu'on ne peut manquer en 2009, c'est bien celle des vingt ans de la chute du mur de Berlin et de la fin des « démocraties populaires ». De ce point de vue, le 9 novembre 1989 apparaît bien comme un « événement » au sens d'Hannah Arendt, qui le définissait comme une « forme inédite qui fait surgir l'histoire » ainsi qu'un « lieu d'émergence des nouvelles questions politiques »¹.

Nous nous livrons ici à une réflexion non sur l'événement lui-même², non sur ses résonances multiples au delà du continent européen³, mais sur les transformations géopolitiques du continent lui-même, ainsi que du regard que les Européens portent sur ces changements. Pour ce faire, nous jetons notre dévolu sur trois ouvrages qui font ressortir les traits saillants de ces évolutions. Précisons d'emblée que ces ouvrages, accessibles, didactiques et de lecture aisée, s'adressent à un public plus large que les seuls milieux universitaires. C'est de ce point de vue une qualité, d'autant que le fond ne s'en trouve pas sacrifié. Chacun traite d'ailleurs d'une échelle particulière de ces changements : le continental, le national et l'individuel. D'où, sans doute, l'intérêt de les faire dialoguer, de montrer leur complémentarité, afin d'en faire ressortir les lignes de force, les angles morts et les significations profondes de l'événement de 1989.

Commençons par décrire en quelques mots la composition de ces ouvrages. L'attention de Pierre Verluise, fondateur du Diploweb.com, porte sur les évolutions géopolitiques du continent européen, ses principaux défis, enjeux et perspectives. C'est une vision large de vingt dernières années qui est proposée, tant sur l'Europe comme enjeu de rivalité entre les deux supergrands, les ambiguïtés des relations franco-allemandes que les nouveaux défis qui se présentent à l'Europe (quels nouveaux membres, quelles relations avec les grandes puissances, etc.). De son côté, l'essai de Christian Lequesne, dont le parcours

universitaire a été nourri par un séjour de plusieurs années à Prague (en tant que directeur du CEFRES) et un autre à la *London School of Economics*, propose une réflexion sur les perceptions françaises de l'Europe de l'après 1989, si différente du fonctionnement qui prévalait dans les années 1980. Il constate avec justesse le sentiment de décentrement de la France au sein de l'Europe suite à l'élargissement, qui change de centre de gravité géographique, mais également politique, du continent ; il en a résulté une incompréhension française assez profonde (tout comme les pays centre-européens ont eu du mal à comprendre la position française), que le livre se propose de décrypter. Enfin, les entretiens menés par Alexandre Mirlesse, à Minsk, à Zurich, à Bucarest et ailleurs, nous amènent à appréhender l'Europe à travers une sélection de rencontres avec des artistes, philosophes et intellectuels, dont le discours est consistant mais qui ne sont que rarement sollicités par la presse sur ces sujets. Ces conversations, dont on appréciera le ton parfois impertinent sans être irrespectueux, ironique mais subtil, toujours curieux, loin des formules convenues, fait respirer une Europe parfois déconcertante, contradictoire, et souvent plus intrigante qu'il n'y paraît. Ces conversations sont menées « à hauteur d'homme », ce qui empêche sans doute de les résumer aisément. Nous laisserons aux lecteurs le soin de découvrir tous ces livres dans le détail.

Dès lors, nous avons fait le choix modeste de nous concentrer sur deux thèmes transversaux dans les trois ouvrages : d'une part, les incompréhensions françaises de l'Europe Centrale ; d'autre part, l'évocation d' « éclats d'Europe », cette expression renvoyant ici à la fois au sens de brisure et à celui de rayonnement, afin de montrer la tragique souvent évoqué de l'histoire et la force d'attraction de l'idée européenne.

Les incompréhensions françaises de l'Europe Centrale et Orientale

Les trois ouvrages constatent, avec plus ou moins d'insistance, une certaine myopie française quant aux transformations centre-européennes, pour des raisons liées à des calculs erronés, des peurs sans fondement et des illusions déçues.

En forçant le trait, l'Europe tranquille d'avant 1989 semblait préférable pour une certaine conception française de l'Europe, nourrie par les pères fondateurs et les désirs de voir naître une « Europe européenne ». Au fond, comme le résume Christian Lequesne, « *en France, la politique européenne des années 1980 correspond à une période de « fonctionnalisme tranquille », marquée par l'enchaînement des projets concrets, un véritable*

co-leadership avec l'Allemagne et le « consensus permissif » des citoyens » (Lequesne, p.36). L'impression d'un « âge d'or » de l'intégration dans les années 1980 sous la houlette de Jacques Delors renforce donc une forme de nostalgie pour cette période⁴, d'autant plus forte que les élites françaises n'offrent pas de propositions alternatives permettant à la France de revenir au centre du jeu. Ou, pour le dire autrement, « *obsédée par le statu quo ante, la France semble incapable de porter un véritable projet adapté à la nouvelle configuration géopolitique de l'Europe* » (Verluisse, p.169). Or, on constate dans le même temps que les entreprises françaises, bien que parties plus tard que leurs homologues allemandes, autrichiennes ou même italiennes, ont fait preuve d'une certaine efficacité dans la conquête des marchés centre-européens.

Le sentiment de malaise français s'explique sans doute par une impréparation à anticiper l'après 1989, ce qui laisse la France face à une peur majeure : celle de voir la reconstitution d'une *Mittleuropa*. Ce n'est pas la vision poétique de Claudio Magris, l'auteur de *Danube* qui faisait de ce fleuve un trait d'union plutôt qu'une ligne de démarcation, dont il est question (voir son entretien dans l'ouvrage de Mirlesse, p.106-115). Ce sont bien sûr les conséquences stratégiques qui inquiètent en premier lieu les décideurs français, comme s'il fallait se trouver un nouveau Bainville pour anticiper « *les conséquences politiques de la paix* ». La méfiance envers une hégémonie allemande est ancienne, puisqu'avant même la chute du mur, la position française vis-à-vis de son voisin d'outre-Rhin depuis le plan Schuman consiste, selon les mots de Jean-Paul Bled, à « *ligoter l'Allemagne dans une structure supranationale afin de l'empêcher de mener une politique de puissance* » (Verluisse, p.109). Cette crainte de la renaissance d'une *Mittleuropa* fait écho à l'inquiétude française concernant l'*Ostpolitik* de Brandt, cette politique des années 1970 permettant la détente entre l'Allemagne, l'URSS et les démocraties populaires. Or, l'Europe Centrale n'est pas tombée sous l'emprise allemande après la chute du mur. En effet, les relations entre l'Allemagne et les pays centre-européens ont été compliquées par une histoire tumultueuse, les associations d'expulsés allemands entretenant une tension latente par leurs revendications. Du reste, la guerre d'Irak montre bien que l'Allemagne n'a pas su imposer ses vues pacifistes au reste de l'Europe Centrale, au détriment d'ailleurs de ce qu'auraient souhaité les Français.

L'élargissement à l'Europe Centrale a eu mauvaise presse en France, les élites et l'opinion publique considérant « *d'avantage les risques que les opportunités, en pensant ainsi sauvegarder les acquis de l'intégration européenne* » (Lequesne, p.39). C'est ainsi que l'on peut parler de résignation, ou d'« *acceptation sans conviction* » (Lequesne, chapitre 2). Une fois l'illusion de la création d'un pôle de puissance européen autonome à court terme dissipée,

le discours français aboutit à insister sur les craintes d'une fuite en avant ou d'une dilution du projet européen initial. Ces inquiétudes sont renforcées par le fait que l'Europe Centrale est souvent perçue dans l'opinion et les médias comme un ensemble monolithique, ce qu'elle n'est assurément pas. Pour les élites françaises, c'est le dilemme suivant qui s'offre à l'Europe : « élargissement ou approfondissement ». Ce manque d'enthousiasme n'a pas facilité l'approfondissement, mais a suscité une défiance croisée, ainsi qu'en témoigne Jacques Delors : « *j'ai été extrêmement triste de voir les réactions de certains pays, notamment la France. L'élargissement, c'était un bonheur ! C'était l'Europe qui se retrouvait ! En ne l'exprimant pas de cette façon, nous n'avons fait qu'accroître la difficulté de compréhension chez les nouveaux arrivants* » (Mirlesse, p.138). Et ce d'autant plus que la France craint une marginalisation du Sud (la Méditerranée) au profit de l'Est (sensé entrer dans l'aire d'influence germanique). Cette tension entre Est et Sud se retrouve d'ailleurs très bien dans le cadre de la politique européenne de voisinage, où les deux dimensions se trouvent tantôt rapprochées (lors de la fondation de cette politique en 2003), tantôt différenciées (Union pour la Méditerranée en 2008, Partenariat oriental en 2009).

Cet aperçu trop bref semble faire l'unanimité des trois auteurs. Tournons-nous à présent vers les figures du tragique et de l'aimant (selon l'expression de Konrad Adenauer) que nous retrouvons lorsque l'on évoque le mot d'Europe vingt ans après 1989, ce que nous traduisons par l'idée d' « éclat ».

Des « éclats d'Europe »

Nous prenons ici le mot « éclat » dans deux sens : celui qui renvoie au fragment d'un objet brisé, à l'histoire tragique de l'Europe, et qui résonne comme un éclat d'obus ; et celui qui désigne la brillance, le rayonnement de ce même objet. L'idée d'Europe cristallise les deux sens, pointant vers le tragique de l'histoire (on peut penser ici à l'« Occident kidnappé »⁵ de Kundera), tout autant que vers un projet de dépassement de celle-ci.

Nous avons insisté sur les représentations françaises de la « nouvelle Europe », et les origines d'une forme de désarroi perceptible. A cette occasion, l'importance des imaginaires, des mémoires et des passions centre-européennes, mérite également d'être soulignée. Si les élites françaises voient dans l'avant 1989 une forme de confort dans le jeu européen, c'est un euphémisme de dire que la vision n'est pas partagée en Europe Centrale. C'est ici que les entretiens d'Alexandre Mirlesse sont éclairants, dans la mesure où il se met en quête d'une

« identité européenne » définie non pas en termes abstraits, de « valeurs » qu'il conviendrait de respecter, mais comme un sentiment d'appartenance, construit au fil des expériences individuelles et collectives, entraînant une conversion progressive à l'idée d'Europe. On y retrouve la dénonciation du nationalisme par l'architecte serbe Bogdan Bogdanovic, déplorant la fin du multiculturalisme dans les grandes villes yougoslaves. Mais on y trouve également le cinéaste estonien Ilmar Raag, qui décrit l'évolution de son identité en vagues successives – identité de la périphérie, de l'affirmation estonienne vis-à-vis du monde russe. Une troisième identité, européenne de l'Est, vient de l'extérieur en 1991 : « *c'est là qu'on a commencé à me dire j'étais un Européen, certes, mais surtout « de l'Est »* » (Mirlesse, p.92), avant de s'approprier l'identité européenne pleine et entière. Ce qu'on retiendra également de cet entretien vient de la conjonction de plusieurs éléments, qui synthétisent tant le tragique que l'attrait du message européen : le réalisateur confesse qu'avec l'entrée dans l'Union européenne, « *les Estoniens ont acquis une certaine confiance en eux* » (p.82), la réaction à la domination russe et communiste étant un thème « *en train de disparaître de la vie quotidienne comme de la culture populaire, et même du cinéma. Ce n'est plus qu'une question de rhétorique politique* » (p.85). Néanmoins, alors que l'entretien commençait comme une célébration de la haute technologie dans ce pays « branché », il évoque également une peur fondamentale de l'identité estonienne, « *celle d'être si petit que l'on risque à tout moment de disparaître...* » (p.91). Cette crainte fondamentale se retrouve dans les peurs centre-européennes de subir un « directoire » des grands pays, quand ce n'est pas la menace d'un puissant voisin dont on pourrait encore une fois être victime, ainsi que l'histoire le rappelle.

La question de la frontière de l'Europe occupe une place importante dans la réflexion des auteurs, selon les échelles différentes qu'ils expérimentent. Il n'existe bien sûr pas une frontière qui fasse l'unanimité. Pour illustrer cette difficulté, évoquons par exemple le théologien catholique Pierre Riches qui associe volontiers l'Alexandrie d'antan à l'idée d'Europe : « *c'était par excellence une ville européenne. Sous le protectorat britannique, Alexandrie était une ville très cosmopolite, où se mélangeaient les musulmans, les juifs, les catholiques et les chrétiens d'Orient (...) on pouvait y retrouver une certaine forme de civilisation européenne, disparue depuis 1914 sur le continent* » (Mirlesse, p.52-53). Sur la Russie ou la Turquie, les frontières et les représentations évoluent au gré des interlocuteurs. Bien sûr, les élargissements à venir et les questions de voisinage ont fait l'objet de multiples publications⁶. Au delà des aspects techniques, l'aspect existentiel de cette question tient à l'appropriation du concept d'Europe par l'Union européenne, ce qui induit des jeux de redéfinition identitaire de la part des autres acteurs non-membres de l'UE, mais se



reconnaissant comme Européens. C'est ici que l'éclat compris comme rayonnement prend tout son sens ; en effet, comme le souligne Mirlesse, « *C'est aux périphéries que le sentiment d'appartenance à l'Europe ne va pas de soi ; c'est dans les « marches » européennes qu'il suscite un questionnement exigeant, urgent, dont dépend parfois l'avenir des peuples et des individus* » (Mirlesse, p.35). A l'échelle européenne, le constat lucide de Pierre Verluise, sans complaisance ni illusion, ne peut qu'emporter l'adhésion : « *plus d'un demi-siècle après la création de l'Europe communautaire, il existe encore un véritable déficit d'interculturalité autour des questions européennes, aussi bien au niveau des institutions que des entreprises et des citoyens. (...) Il est donc urgent de connaître les centres de recherche, les revues, les réseaux officiels et officieux des autres pays membres. Il devient vital de s'intéresser aux représentations, aux craintes, aux projets, voire aux fantasmes de nos partenaires. Il importe tout autant d'être au clair avec les nôtres* » (Verluise, p.252). De fait, s'interroger sur la définition des frontières de l'UE est peut-être vain, dans la mesure où cette question « *occulte totalement le fait qu'une communauté politique, quelle qu'elle soit, ne demande pas seulement un bornage entre un « dedans » et un « dehors ». Pour être légitime, elle doit d'abord être porteuse d'un message partagé* », qui pourrait être celui de la liberté, qui prendrait le pas sur l'idée de réconciliation (Lequesne, p.148).

L'événement 1989 a profondément redessiné la carte du continent européen, la situation de la France dans l'Union européenne et la perception de nombreux Européens de leur propre continent. Nul doute que ces trois livres offrent des perspectives complémentaires pour appréhender le changement d'échelle de l'Europe induit par 1989.

¹ Cité dans Michel Foucher, *La république européenne*, Paris, Belin, 2000, p.11.

² A ce sujet, on pourra se référer aux classiques François Fejtö (en collaboration avec Ewa Kulesza-Mietkowski), *La fin des démocraties populaires. Les chemins du post-communisme*, Paris, Seuil, 1997 [1992] ; Jacques Rupnik, *L'autre Europe. Crise et fin du communisme*, Paris, Odile Jacob, 1990.

³ C'est le thème central du colloque organisé conjointement par le CERI (Centre d'études et de recherches internationales) et le CEE (Centre d'études européennes) de Sciences-Po, 22 – 23 octobre 2009. Voir le site de l'événement : www.chutedumur.com.

⁴ Selon Jacques Delors, « *Il est vrai qu'en ces années-là, on avait le sentiment de quelque chose qui rappelait la Haye et 1948. L'euphorie a duré toute l'année 1988, avec encore des effluves en 1989 ; puis a surgi ce grand moment d'émotion, cet éclair politique, la chute du mur de Berlin...* » ; cité dans Alexandre Mirlesse, op. cit., p.134.

⁵ Milan Kundera, « L'Occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale », *Le débat*, n°27, 1983, p.3-22.

⁶ Voir par exemple Jacques Rupnik (dir.), *Les banlieues de l'Europe. Les politiques de voisinages de l'Union européenne*, Paris, Sciences Po Les Presses, 2007